

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 110
Mai 2019

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



Tout est à nous, rien n'est à eux



Après le baratin des élections européennes, le jeu de dupes a été mis en lumière : les médias ont imposé un remake de la présidentielle soit un duel RN-LREM. Face à la crise sociale, le système en place nous impose dans une croyance quasi-mystique dans un bulletin de vote que ce dernier changerait tout. La bourgeoisie, sans ironie, nous indique que nous avons assisté à un sursaut démocratique, il n'y a eu que 50% d'abstention. Ouf ! La démocratie l'a échappée belle. Trente-quatre listes se sont donc partagé les 50 autres pour cent de votants. C'est dire que les grands vainqueurs, le RN et LREM, ne totalisent que 23 et 22% de votants. Et on ne compte ni les votes blancs ni les non-inscrits sur les listes électorales. Voilà la légitimité des uns et des autres. Nous continuerons à affirmer que les abstentionnistes s'intéressent pour une large partie d'entre eux à la politique mais qu'ils proposent une autre voie que le parlementarisme. Nous maintenons de même qu'il y a une grande différence dans l'attitude de ceux qui votent encore face à la lutte quotidienne et face aux urnes. La lutte électorale n'a jamais été qu'une lutte d'états-majors et non celle de la classe ouvrière. Que représente une lutte qui tient à l'entente ou à la mésentente de bonzes de partis plus préoccupés de leur propre survie que des gens qu'ils prétendent défendre ? La gauche, après avoir usé son « prestige » en étant au gouvernement, en est réduite à des scores électoraux minables, tant pour le PS que pour le PC. Le score du Parti Communiste, proche de celui du parti animaliste, en dit long sur son agonie. Ils ont géré la crise, reconduit le capital sans le remettre en cause. La révolte ne passe pas par là, et certes il y a contradiction entre la colère des gilets jaunes par exemple et le conservatisme ambiant. La possibilité réelle de transformation ne passe pas par le changement des gestionnaires du système. Gauche et droite ont politiquement alterné ; maintenant un mélange hybride de ces deux tendances s'impose mais c'est toujours la même politique qui est suivie,

c'est-à-dire une politique faite en faveur du patronat. Depuis des lustres, nous nous trouvons en position défensive. La colère que nous sentons un peu partout, sur les ronds-points, dans la rue, dans les entreprises ne peut plus être endiguée par les politiciens. L'alternative est simple : ou les gens continuent dans la voie électorale, et nous savons qu'aucun changement majeur n'en sortira, ou nous créons un rapport de force qui chassera le patronat, la bourgeoisie...

Les élections européennes ont eu le mérite de faire voler en éclat le mythe de l'unité, chacun ramassant ses billes et jouant la carte du renforcement de sa propre boutique... jusqu'aux prochaines élections où pour ne pas disparaître certaines combinaisons électorales verront le jour. Tractations, combines, crocs en jambe, fake-news...c'est ça la politique politicienne.

Aujourd'hui, bon nombre de militants se trouvent désemparés et sans perspectives, orphelins de débouchés. Cependant tout attentisme de notre part nous rend complice de LREM car celui-ci sera mis à profit par la bourgeoisie pour augmenter la pression et aggraver notre exploitation : casse des retraites, casse des services publics... Le mirage de la gauche unie s'est écroulée comme un château de cartes mais gageons que pour sauver les meubles des recompositions verront le jour prochainement (Hamon et le PS, certains pans de LFI et du PC...). Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et la délégation de pouvoir est nocive : il n'y a pas de solution dans la remise de son sort entre les mains d'autrui et notamment de politiciens qui une fois élus ne pensent qu'à trahir sous couvert du réalisme économique. La semi-victoire de LREM va l'inciter à renforcer l'autoritarisme qu'elle affectionne pour tenter de surmonter la crise économique et sociale et prévenir ses conséquences politiques. Bien sûr, la restructuration capi-

taliste de l'appareil de production doit se poursuivre à un rythme constant. Il n'aura échappé à personne que la fermeture d'entreprises telle General-Electric sont intervenues au lendemain du résultat des élections. Les élections passent et les licenciements pointent leur groin immonde. La bourgeoisie va se donner les moyens de renforcer l'appareil d'Etat. Il a accentué cette mesure avec les gilets jaunes. Le gouvernement va tenter par tous les moyens de détourner l'attention des problèmes de tous les jours, comme le pouvoir d'achat et le chômage. Nous risquons de voir les médias nous faire du chantage à l'insécurité... Dans cette optique, il serait intéressant que ceux et celles qui se reconnaissent dans les idées anti-autoritaires et auto-gestionnaires (gestion directe) de débattre et trouver ensemble des solutions d'autant qu'il n'est pas impossible que le RN tente d'impulser une ligne « capital national », fer de lance de la collaboration de classe.

Il faut s'attendre à ce que la bourgeoisie LREM cherche à exploiter sa non-déroute électorale transformée en

succès. Le meilleur moyen de contrecarrer l'offensive de la classe capitaliste, c'est de passer du stade purement revendicatif au stade de luttes présageant l'avenir dans le cadre de la définition d'un projet global de société libertaire.

Patoche (GLJD)



Abstentionniste et anti-parlementaire



Le Groupe Libertaire Jules Durand (GLJD) est clairement abstentionniste et anti-parlementaire, ce qui n'exclut pas les débats d'ordre politique et les prises de position au sein du mouvement social. Les résultats des élections européennes ont confirmé l'avancée des idées xénophobes et racistes, avec le score important de listes d'extrême-droite dans plusieurs pays, notamment en France même si ce résultat est à relativiser compte-tenu des 50% d'abstentionnistes dans notre pays. Cela s'inscrit dans un contexte international où les régimes autoritaires se renforcent, comme au Brésil, en Turquie, aux Etats-Unis, en Inde... Tous ces régimes étant à base nationaliste. La Corse ferait bien de méditer le score du RN sur l'île de Beauté...

Le point positif de ces élections, c'est que les moins de 35 ans qui votaient majoritairement pour le FN/RN en 2014, votent aujourd'hui majoritairement pour les écologistes. Ce n'est pas l'abstention révolutionnaire mais peut-être un pas contre l'extrême droite. En Allemagne, les Verts sont historiquement bien implantés et ont pour ambition de gouverner. Ce sont des politiciens qui, gageons-le, serviront d'exemple aux verts français pour toutes les combinaisons politiques troubles à venir.

Ce dont on est sûr c'est que partout où l'extrême-droite et ses idées gagnent du terrain, les droits des travailleuses et travailleurs reculent. Nous nous refusons à cautionner l'idée que face à l'extrême-droite, Macron serait un « moindre mal », un rempart. Justement c'est le gouver-

nement libéral d'Emmanuel Macron qui mène les politiques d'austérité et de précarisation des travailleuses et travailleurs et qui conduit en partie à l'émergence de fausses solutions fondées sur le repli sur soi, le renforcement du nationalisme, la désignation de boucs émissaires : les étrangers comme coupables idéaux. Le mal vivre des classes populaires c'est le moteur de la montée des solutions simplistes de l'extrême droite. Les forces politiques cherchant à capter la colère populaire ne font que détourner les aspirations des travailleurs et des chômeurs à être respectés et à vivre dignement. L'extrême droite vise à confisquer le pouvoir et renforcer les bourgeoisies nationales. Si en France et en Allemagne, de nombreux jeunes ont voté écologistes, en Suède et en Flandre belge, ils ont accentué la poussée de partis autoritaires. D'une jeunesse, l'autre.

Ce que l'on sait, c'est qu'il n'y a pas d'alternative au sein du capitalisme. Le capitalisme est à l'origine de tous nos maux. Il faudra reconstruire une société basée sur la fraternité et la solidarité, l'égalité économique et sociale, tout en respectant la souveraineté de l'individu.

Pour résister et construire une autre société, nous devons développer nos luttes sur nos lieux de travail et dans nos quartiers mais aussi sur les Ronds-points, dans la rue, en employant le label et le boycottage afin de nous opposer à la marchandisation de nos vies et créer, ou recréer, de la solidarité.

Micka GLJD



Le Havre, ville abstentionniste :



Le Havre, ville abstentionniste : 55,22% d'abstention !

Participation : 44,78 %

Bulletins Blancs : 1897

Chaque politicien usera de la langue de bois, de circonlocutions usuelles, d'analyses de surface quant aux résultats des élections européennes du 26 mai 2019...Au Havre, les commentateurs y vont de leur couplet : pour une fois les Havrais ont voté comme au niveau national, c'est-à-dire RN en tête suivi de LREM avec des pourcentages pour ces formations politiques sensiblement identiques à ceux du national. Pour autant, ce sur quoi les politiciens locaux ne s'attardent pas, c'est le taux d'abstention au Havre et la non-représentativité politique de tous les partis. Prenons le RN qui engrange 10063 votes, soit 22,55 % mais en réalité à peine 10% des inscrits puisque ces derniers sont 103885. Là, ça décoiffe. Peau de balle tous les partis politiques...

LREM : 9592 votes, soit 21,50 %

Liste de Bellamy : 2319 votes, soit 5,20 %

Liste Parti Communiste : 2598 votes, soit 5,82 %

LFI : 4094 votes, soit 9,18 %

Jadot l'écolo : 5810 votes, soit 13,02 %

En clair, aucune liste ne représente plus de 10% des inscrits, c'est un fiasco généralisé et un désaveu pour tous les partis politiques, y compris ceux arrivés en tête.

Le nouveau maire du Havre Jean-Baptiste Gastine, ancien de la Boutinerie, pense déjà aux prochaines municipales et veut rassembler de LREM aux républicains...Il a de la suite dans les idées car Les Républicains de Bellamy, avec 5,20% des voix se sont lamentablement ramassés, tout comme le PS d'ailleurs qui piteusement enregistre 5,63% des voix. En corrélation avec le taux d'abstention, on constate le discrédit des partis.

L'autre intérêt de ces élections, c'est d'analyser les scores du Parti communiste dans les villes où il détient la mairie. A Harfleur, le PC est à 12,87% loin derrière le RN qui caracole à 32,59%. De même à Dieppe, le PC est à 9,72% loin derrière le RN qui est lui à 27,86%. Les seuls à limiter la casse et encore, c'est Gonfreville l'Orcher où le PC, à 28,72%, talonne le RN à 32,40%. Pourtant dans ces villes, le RN n'est pas structuré sauf peut-être à Dieppe.

En Seine-Maritime, RN (27,6%) est à huit points au-dessus de LREM. Dans des villes comme Bolbec, le RN fait 39%, à Lillebonne, 33%, à Port Jérôme, 30%...villes historiquement à gauche. A Lanquetot, en milieu rural, le RN culmine à 43%...Compte tenu de l'abstention, ces chiffres sont à relativiser mais demeurent un bon indicateur de l'état d'esprit des Seinomarins. Les politiciens y vont de leurs ressentis : les gens se sentent déclassés ou ont peur d'être déclassés, les partis traditionnels sont décrédibilisés, la crise migratoire a pesé, c'est un vote de colère, les électeurs sont tentés par un changement radical qui serait incarné par le RN...Même si certains arguments avancés sont valables, ce qui est certain c'est qu'une bonne partie des électeurs issus des classes modestes raisonnent comme leurs grands-parents qui votaient pour le PC dans les années 1950-1960. A l'époque, les gens disaient : on vit difficilement, les fins de mois sont dures, on ne peut pas partir en vacances...bref, on n'a rien à perdre. Si les communistes arrivent au pouvoir, ils prendront aux riches et classes moyennes. Nous, on n'a rien donc rien à perdre...Le raisonnement est identique pour le vote RN/FN.

Les médias indiquent que d'après des sondages (à qui on fait dire un peu ce que l'on veut), 40% de ceux qui ont voté pour le RN appartiennent au milieu ouvrier et que 38% des gilets jaunes se sont reconnus dans la liste RN.

Nous tenons à rappeler que le premier parti chez les gilets jaunes comme chez les ouvriers, c'est le parti abstentionniste. Et de loin, car les travailleurs savent que les élections ne changeront pas grand-chose à leurs difficultés de fin de mois.

Revenons aux élections européennes sur le plan du contenu. Pour ceux et celles qui se sont intéressés au sujet, ce qui est le cas des libertaires, on s'aperçoit que sur le plan de la stratégie économique de l'Union européenne, le parlement n'a qu'un rôle secondaire. Qui tient les cordons de la bourse : la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) et l'Eurogroupe (Ministres des finances de la zone euro et hauts fonctionnaires du Trésor et autres banquiers centraux...). Voilà pourquoi, le parlement qui vient d'être élu n'est qu'un parlement croupion. Cette élection apportera des moyens financiers aux partis politiques qui ont dépassé les 5% mais le travailleur lambda ne verra aucune éclaircie quant à sa situation individuelle.

Les gilets jaunes ont montré la voie et obtenu quelques milliards. Il faut faire cracher encore l'Etat et le patronat. La solution n'est dans aucune élection mais dans la mobilisation.

Ecologie libertaire

Certains compagnons nous mettent en garde contre l'espèce d'union sacrée qui se crée autour du changement climatique. L'écologie est présente maintenant dans tous les programmes politiques et les chefs d'Etat, à l'international, en rangs d'oignons, nous invitent à faire pénitence dans une communauté d'intérêts interclassistes. Ces mêmes libertaires disent se méfier de l'écologie sous prétexte qu'elle aurait des racines historiques à l'extrême droite... Nous rétorquerons que c'est le système qu'il faut changer pour avoir un notable impact sur l'évolution en cours. Nous nous appuyons bien sûr sur les études scientifiques menées depuis de nombreuses années et il ne nous viendrait pas à l'idée de contester le changement climatique : canicules récurrentes, précipitations qui augmentent l'hiver, périodes de sécheresse accrues avec son corollaire les incendies, montée du niveau de la mer... Le réchauffement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre n'est pas une vue de l'esprit mais une réalité. Ses conséquences sur la biodiversité, notre santé, l'équilibre nature/humain... nous entraînent vers une entreprise d'autodestruction. D'où l'importance, pour se préparer au choc climatique qui vient, de lutter pour supprimer le système capitaliste, cause première du productivisme où seuls les profits comptent. Pour nous, donc, en tant qu'anticapitalistes, pas d'union sacrée avec l'Etat et le patronat. Mais nous devons trouver les moyens de combattre les multinationales, leurs actionnaires, les exploités de la misère humaine et des ressources de la planète ainsi que les politiciens qui permettent sous couvert de démocratie de faire perdurer le système dit représentatif dont on a vu avec le mouvement des gilets jaunes qu'il battait de l'aile. De plus en plus de gens, et c'est tant mieux, considèrent que le suffrage dit universel est un trompe-l'œil, que les joutes électorales servent à faire changer non pas l'oppression, mais ceux qui l'exercent. L'alternance gauche-droite ou populiste entre dans le mythe démocratique. De même les Verts qui aspirent au pouvoir ne seront que des marionnettes, il suffit de constater le passage de Nicolas Hulot au gouvernement et les tribulations de l'actuel De Rugy ou des cautions politiciennes écologistes sur la liste LREM... C'est pourquoi les anarchistes appellent encore une fois à l'abstention lors des élections européennes du 26 mai 2019.

Tant qu'aux précurseurs de l'écologie, nous avons plutôt tendance à nous référer à Elisée Reclus, géographe anarchiste, du XIX^{ème} siècle, tombé dans l'oubli mais dont les analyses demeurent pertinentes, toutes choses égales par ailleurs, puisque nous sommes au XXI^{ème} siècle. Pour Reclus, l'action de l'homme a une incidence sur la nature et « L'Homme est la nature prenant conscience d'elle-même ». Son action « peut embellir la Terre, mais elle peut aussi l'enlaidir ; suivant l'état social et les mœurs de

chaque peuple, elle contribue tantôt à dégrader la nature, tantôt à la transfigurer ». (La Terre, t.II, P. 748).

Elisée Reclus pense que la base de la société nouvelle sera l'association qui permettra le plein épanouissement de chaque individu. C'est un synthésiste avant la lettre puisqu'il n'a pas connu les grandes heures du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme. Précurseur de Voline et Sébastien Faure. Reclus conclut ainsi la préface de L'Homme et la Terre : « La « lutte des classes, la recherche de l'équilibre et la décision souveraine de l'individu, tels sont les trois ordres de faits que nous révèle l'étude de la géographie sociale. »

Reclus reconnaît la lutte des classes, il a écrit sur le travail des enfants... mais s'il accorde de l'importance aux rapports de classes, il est contre la dictature du prolétariat, contrairement à Marx. Il reproche à ce dernier d'avoir enterré un peu vite, la petite industrie, le petit commerce et les classes moyennes. Là où Reclus est toujours d'actualité, c'est son sens d'éthique libertaire qui reste contemporain. Pour lui, c'est la poursuite d'un idéal, c'est l'évolution morale qui fera pencher la balance vers le monde des travailleurs. A l'heure où le syndicalisme n'en finit plus de se déchirer (cf le dernier congrès de la CGT où les factions rivales communistes se battent pour récupérer les quelques pans de pouvoir qui subsistent dans la Confédération), où les gilets jaunes déplacent la lutte de classes sur les ronds-points, dans la rue, donc en dehors de l'entreprise, les travailleurs inaugurent d'autres moyens de lutte pour un autre futur. Quand le mouvement social s'appropriera ou se réappropriera l'arme de la consommation, le boycottage et le label, le pouvoir aura du souci à se faire.

En tant qu'anarchistes, nous considérons que la condition du succès du véritable socialisme libertaire est d'associer égalité économique et sociale (justice sociale) et liberté individuelle.

Patoche (GLJD)





La dérive autoritaire de Macron



Depuis quelques années déjà, les lois d'exception fleurissent dans notre beau pays des Droits de l'Homme, ce qui a des incidences sur nos libertés fondamentales. Point n'est besoin de revenir sur les mensonges de Castaner, l'éborgneur de l'Intérieur, qui s'est empêtré avec forces manipulations dans l'épisode de la Salpêtrière. La raison est têtue et les faits ont pu être démontrés qu'aucun manifestant n'a cherché à attaquer l'hôpital. Mais pour un mensonge déjoué, combien d'autres passent dans l'opinion publique. Les fake-news ne sont pas toujours russes. En apparence, nous sommes toujours dans un Etat de Droit, mais dans la pratique nous nous en éloignons au nom de la sécurité. Des ballons d'essai de vidéo-surveillance se déroulent à grande échelle sur la ville d'Estrosi par exemple. Au nom de cette fameuse sécurité mère de toutes nos libertés, ces dernières s'amenuisent. Toutes les caméras quadrillent les beaux quartiers de la ville mais si des hold-up se déroulent dans des magasins, la plupart du temps, elles sont inopérantes pour empêcher ou retrouver les malfaiteurs.

Par contre, il devient impossible de coller des affiches ou des autocollants dans la cité. On se demande parfois qui est visé : les malfrats ou les militants ? Quoique pour Estrosi, c'est peut-être la même engeance. Ce maire aimerait copier les Chinois sur la reconnaissance faciale ou celle des émotions... Ces bons Chinois qui traquent les dissidents, les opposants. Curieux qu'un maire anticommuniste puise son inspiration chez les dictateurs rouges. Ce que l'on constate, c'est que nos libertés diminuent petit à petit. Des populations sont visées : les musulmans avec l'état d'urgence permanent, les révolutionnaires et les Gilets jaunes avec la loi « anticasseurs ». Mais attention, on est toujours le Gilet jaune ou le musulman de quelqu'un comme d'autres ont été Juifs ou Résistants sous Vichy. Le système ne veut voir qu'une tête. Si vous vous promenez et que vous êtes à proximité d'une manifestation, vous pouvez être fouillé. Vous êtes un suspect potentiel. Les journalistes, notamment indépendants, comme Gaspard Glanz récemment, se retrouvent dans l'impossibilité d'exercer leur métier, celui d'informer. De surcroît, pour la police, c'est open-bar, elle a l'aval de sa hiérarchie pour frapper et faire peur aux manifestants. C'est la nouvelle force dissuasive de l'Etat, le nucléaire à matraque.

Les manifestants contre la loi travail ont déjà pu tâter de cette violence policière ainsi que les jeunes des banlieues. Maintenant, c'est un peu tout le monde qui déraille. A force de faire l'autruche et de ne considérer que c'est l'autre qui est uniquement concerné par les bavures et les excès, tout le monde pâtit de cette désinvolture à laquelle on assiste : presque plus personne ne bouge et ne conteste les lois liberticides, comme si c'était inéluctable. De

même des milliers de migrants peuvent périr en mer, cela ne soulève pas plus que cela des réactions. Sauf Castaner qui fait cause commune avec les identitaires, du moins dans ses propos concernant les ONG. Sacré éborgneur de l'Intérieur. Malheureusement, en dehors de quelques milieux militants dont les libertaires, peu de voix s'élèvent contre les dangers qui menacent la dignité humaine.

De la même manière, nous assistons impuissants, en France mais aussi chez les principaux marchands de canon dans le monde, à une remilitarisation d'ampleur. Nous avoisinons des sommes astronomiques pour les armes : 1634 milliards d'euros de dépenses militaires en 2018 ! Et la France est dans le Top 5 de ces pays qui dépensent le plus. Les famines, les guerres crèvent les écrans des chaînes d'information mais personne ne s'offusque de ces milliards consacrés à des œuvres de mort plutôt que de vie. Avec Trump, Poutine, la Chine, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, la Corée, Israël, nous sommes de plus en plus inquiets de cette nouvelle guerre froide larvée. Cette remilitarisation hors norme doublée d'une instabilité politique voire religieuse sur le plan international augure mal de la société pacifiste à laquelle nous aspirons.

De l'argent existerait bien pour améliorer le quotidien de millions de gens mais quelques lobbies, telle la NRA aux Etats-Unis, préfèrent capter les dividendes juteux des œuvres de mort plutôt que de faire œuvre humaine. C'est pour cela qu'il faut combattre et chasser ces malfaiteurs, sinon ils nous enverront sans sourciller sur des champs de bataille qu'eux et leurs proches ne verront que de loin...

Patoche (GLJD)



La dictature qui vient

La répression du mouvement social de ces trois dernières années (Loi Travail, Gilets jaunes...) nous amène à penser que le pouvoir en place qu'il soit de gauche ou de droite entend établir une ligne de démarcation entre les formes de contestation « légitimes » (parlementarisme, manifs ballons, négociations encadrées par le patronat...) et « illégitimes » (antiparlementarisme, action directe, manifestations non déclarées, refus des leaders...). Ce qui lui permet de mettre en place un système répressif des « déviants politiques » et un mécanisme de maintien de l'ordre où ceux qui se heurtent aux forces de police passent en comparution immédiate alors que les flics éborgneurs continuent leur basse besogne tous les samedis en toute impunité, même si quelques-uns serviront de fusibles et seront sanctionnés pour la forme. Bref une justice à deux vitesses.

Parallèlement, le pouvoir s'attaque aux journalistes d'investigation. Pour qu'un gouvernement s'en prenne à un journal comme Le Monde, une de ses journalistes, Ariane Chemin, et son directeur de publication, Louis Dreyfus, c'est qu'il est aux abois ou qu'il sait qu'il a toute latitude pour agir. Des journalistes convoqués par la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI), ça en dit long sur la volonté de museler la presse. La journaliste incriminée pour avoir écrit et révélé le nom d'un membre des forces spéciales dans un article sur l'affaire Benalla s'est retrouvée en position de suspecte. Et Macron d'invoquer la sécurité...

Même démarche pour Valentine Oberti, journaliste de « Quotidien », qui a été convoquée en février dernier par la DGSI pour avoir enquêté sur les ventes d'armes françaises à l'Arabie Saoudite et aux Emirats. Elle aurait compromis le secret-défense, en réalité la DGSI recherchait les sources de la journaliste. C'est vrai qu'une utilisation d'armes françaises qui tuent des milliers de Yéménites, ça fait désordre sur le plan éthique...

Durant des années, le Groupe libertaire Jules Durand (GLJD) a mené des campagnes pacifistes et antimilitaristes au sein des Forces libres de la Paix. Nous ne renions rien de cet engagement car nous avons toujours dénoncé le militarisme et le déficit public qui a trait aux dépenses militaires. Les anarchistes sont parmi les rares militants politiques à remettre en cause ceux qui prônent la guerre pour parvenir à la paix. En réalité, ce sont toujours les populations civiles qui trinquent le plus quand la planète est ensanglantée. Les bombardements, le feu des mitrailleuses... ne doivent plus être la solution d'un règlement de conflit. De toute façon, il arrive toujours un moment où l'on se met autour d'une table pour négocier la paix alors autant le faire avant d'orchestrer un

déluge de meurtres et de malheurs. Nous contestons de même les pseudo-interventions militaires humanitaires qui servent de cache-sexe à l'ingérence de pays dont la France qui entendent surtout défendre leurs multinationales et leurs intérêts économiques. Il n'y a pas de guerres justes mais juste des guerres avec leurs lots de désolation, de crimes, de viols, de massacres notamment pour la population la plus fragile : les personnes âgées, les femmes et les enfants. La guerre est inhumaine et les politiciens peuvent bien nous servir leur infâme brouet de justifications (l'armement c'est de l'emploi, si on ne vend pas d'armes, ce seront les autres qui le feront...), la guerre sera toujours immonde. Les ventes d'armes tuent et là où l'hypocrisie est reine, c'est que souvent les fauteurs de troubles, les trafiquants d'armes, proposent a posteriori leurs services d'entremetteurs pour une paix négociée et une intervention humanitaire. Et si on peut placer ses entreprises pour la reconstruction d'un pays exsangue, c'est tout bénéf.

Si tu veux la paix, prépare la paix. Le meilleur moyen d'y parvenir c'est de lutter contre l'impérialisme de nos dirigeants, de dénoncer tout nationalisme qui ne peut conduire qu'à des conflits meurtriers, de combattre le racisme et proposer une alternative de société libertaire basée sur l'égalité économique et sociale, la liberté et l'entraide. C'est sur nos valeurs que nous gagnerons un monde meilleur. Pas en s'alignant sur les libéraux ou les fachos.

C'est aussi pour cela que nous apporterons notre soutien à tout journaliste qui effectuera des enquêtes sur les ventes d'armes de la France, ventes qui doivent cesser immédiatement. Nous le disons et le redisons avec force, nous sommes capables de reconverter nos usines d'armement en industries pour la vie. Nous en avons les moyens techniques. Reste la volonté politique de l'appliquer. Le tout est corrélé à une diminution du temps de travail et à une répartition des richesses autre.

Objecteurs de conscience et insoumis, encore et toujours !

Goulago (GLJD)



La réforme des retraites : les grèves d'août-septembre 1953

Suite du libertaire d'avril 2019

Les pouvoirs spéciaux

A Paris, un long Conseil de cabinet, sous la présidence de René Mayer, se déroule. Ce Conseil adopte plusieurs articles du projet de loi relatifs « aux pouvoirs spéciaux ». ¹ L'obtention de pouvoirs étendus est censé permettre la baisse des dépenses administratives et de ramener celles-ci à un niveau comparable à celui de l'année 1938, dans un délai de quatre ans. ²

« D'une manière générale, le gouvernement veut s'efforcer de « briser » le cadre de l'annualité du budget ». ³ Son but est de réaliser cent milliards d'économies de juin à décembre 1953.

Les décrets du gouvernement Mayer parus au journal officiel du 12 mai cristallisent le mécontentement chez les fonctionnaires.

Le S.N.I. dans une conférence de presse à Paris, le 14 mai, par la voix de Denis Forestier, son secrétaire général, critique le projet de loi tendant à assurer le redressement financier. Forestier remet en cause les décrets du 20 février 1953 et du 11 mai qui bloquent les crédits et ces mesures ajoutées aux économies envisagées empêcheraient de créer les postes à la hauteur des besoins. Avec un budget inférieur de 5 milliards au précédent, « il en résulterait, selon le S.N.I., que 2975 postes seraient créés dans l'enseignement primaire alors que les besoins seraient de 5 000 postes au 1er octobre et de 6 375 au 1er janvier 1954 ». ⁴

Les membres des personnels des Services Municipaux, Hospitaliers concédés et assimilés du Havre se réunissent à l'appel de F.O., la C.F.T.C et la C.G.T, le samedi 16 mai. Ils s'élèvent contre le décret 53 402 du 11 mai 1953 qui supprime l'indemnité de difficulté exceptionnelle d'existence. Pour eux, cette mesure est « une odieuse provocation » car elle baissera les salaires considérés comme déjà insuffisants et que la résorption du déficit de l'Etat ne reposera que sur les seuls salariés. Benoit (F.O.), Bosquier (C.G.T.) et Dodard (C.F.T.C.) dans leur résolution n'abordent que le problème de la revalorisation des salaires et des pensions des Agents de la Fonction Publique en laissant de côté le problème des retraites. ⁵

Le 16 mai, pour la première fois, l'unité d'action se trouve

¹ Havre Libre du 8 mai 1953

² Havre Libre du 6 mai 1953

³ Ibid

⁴ Havre Libre du 15 mai 1953

⁵ A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953-Note R.G. du 18 mai 1953

réalisée parmi le personnel municipal. Répondant à l'appel de l'intersyndicale F.O., C.F.T.C. et C.G.T., 1200 employés de la ville du Havre se mettent en grève de 9h30 à 12h30 et se retrouvent pour une réunion où les motifs de mécontentements sont abordés par les responsables syndicaux. Fernand Bosquier intervient au titre de la C.G.T. pour demander « d'empêcher la réalisation des plans du gouvernement concernant la suppression de l'indemnité exceptionnelle de difficultés d'existence accordée aux fonctionnaires des villes sinistrées » et mettre en garde les employés sur « les dangers que comportent ces décrets (du 11 mai) s'ils étaient votés. Une clause prévoirait notamment la réduction, étalée sur cinq ans de 10% du nombre de fonctionnaires ». René Benoit, secrétaire de F.O., se félicite de l'unité syndicale et précise qu'il s'associera aux autres syndicats tant « qu'il s'agira de revendications exclusivement syndicales ». Il rappelle par ailleurs « que le Statut de la Fonction Publique notamment en ce qui concerne les 120% du minimum vital, n'était toujours pas appliqué ». ⁶

Le 17 mai, 2500 dockers se réunissent en Assemblée générale et René Hazard, secrétaire adjoint du syndicat, demande aux ouvriers portuaires de ne plus effectuer d'heures supplémentaires afin de combattre le chômage. ⁷ Il annonce aussi qu'Auguste Thomas représentera le syndicat au prochain

congrès de la C.G.T. Les camionneurs s'abstiendront d'envoyer un délégué à ce congrès estimant qu'il est préférable de verser les fonds nécessaires au déplacement des délégués à leur caisse de solidarité. ⁸

Pour les marins, l'armement propose en plus des 7 jours accordés par arbitrage, un supplément de trois jours pour les Officiers effectuant la garde (Pont et machines) et un jour pour les autres (Commissaires et docteurs). ⁹

Dans les transports, les délégués C.G.T. de la Compagnie des Trolleybus et Autobus du Havre obtiennent 6% d'augmentation sur les 7% demandés. Cette négociation avec la Municipalité havraise évite une grève de 24 heures. ¹⁰

L'unique activité de l'U.S.H. au cours du mois de mai réside dans l'organisation « du meeting d'unité » le 19 mai. Cette manifestation a pour but d'appeler les travailleurs à soutenir les marins en grève, d'affirmer leur solidarité avec les fonctionnaires visés par les projets gouvernemen-

⁶ A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953-Note R.G. 1754-53 du 16 mai 1953

⁷ A.D.S.M. Z 1767- Rapports mensuels- Mai 1953

⁸ Ibid

⁹ Ibid

¹⁰ Ibid

taux, de relayer le programme revendicatif de la C.G.T. et de réclamer la libération des emprisonnés.¹¹

Malgré une propagande conséquente, 13 500 tracts sont distribués, seules 400 personnes se déplacent pour écouter les orateurs du meeting qui déclinent les revendications propres aux diverses branches professionnelles des secteurs public et privé. La C.G.T. adopte ici une attitude interprofessionnelle public-privé.¹²

F.O. quant à elle dénonce le chômage qui s'accroît et atteint désormais les 350 000 chômeurs en France et les privilèges du patronat qui fait le « jeu du stalinisme ». Les axes revendicatifs de l'Union locale F.O. tournent autour des principes généraux suivants : « politique des hauts salaires, le maintien des conquêtes sociales, la réalisation du plein emploi et la poursuite inlassable de l'unification de l'Europe ».¹³

Le 19 mai, 220 personnes sur 580 arrêtent le travail à la S.N.C.A.N. (Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Nord, ancienne usine Bréguet) afin d'évoquer la situation particulière de l'entreprise.¹⁴

Les grèves s'égrènent et le mécontentement des fonctionnaires est palpable.

René Mayer rend son arbitrage en ce qui concerne le conflit de la marine marchande.

Les officiers obtiennent une journée supplémentaire de congé pour le long court et une demi-journée pour le cabotage. Les marins tant qu'à eux peuvent soit récupérer une demi-journée supplémentaire par mois d'embarquement soit être réglés en espèces pour ce supplément de congé.¹⁵

Le mercredi 20 mai, la grève du personnel du gaz et de l'électricité de France est observée par la presque totalité des agents. Dans tous les départements, 10% des salariés de ces secteurs d'activité ont reçu des ordres de réquisition auxquels ils ont dans l'ensemble répondu.¹⁶

L'Union des syndicats C.F.T.C. du Havre appelle ses adhérents à protester contre la suspension pour faits de grève pour une durée illimitée avec demi-traitement de M. Boutin (C.F.T.C.) et Desmarests, Secrétaire général de l'U.D. C.G.T.-F.O. et de deux autres employés de la Préfecture qui ont participé à une grève d'une heure le mardi 19 mai. La C.F.T.C. s'insurge contre cette attaque au droit de grève : « Une telle mesure, indique-t-elle, contraire à l'article de la Constitution Française qui garantit le droit de grève, ne peut que nous écœurer profondément et

11 Ibid

12 Ibid

13 A.D.S.M. Z1767-Rapports mensuels- Mai 1953

14 Ibid

15 Havre Libre du 19/5/1953

16 Havre Libre du 21/5/1953

renforcer notre opposition à la politique de régression sociale actuelle ».¹⁷

René Mayer est mis en minorité à l'Assemblée sur les pouvoirs étendus réclamés afin de réduire les dépenses administratives. Trois cent vingt-huit députés contre deux cent quarante-quatre refusent la confiance au gouvernement soit plus que la majorité requise pour ouvrir une crise constitutionnelle. Le groupe R.P.F. ayant choisi de ne pas soutenir Mayer, la crise ministérielle est ouverte. Alors que Mayer avait obtenu le 6 janvier 1953 l'investiture avec 389 voix, il se trouve dorénavant crédité de seulement 244 voix.

Le président de la République, Vincent Auriol, fait alors appel à Guy Mollet, secrétaire général du Parti Socialiste, pour constituer un nouveau gouvernement. Celui-ci refuse ainsi que M. Diethelm du groupe R.P.F. Vincent Auriol fait alors appel à Paul Reynaud pour constituer un gouvernement d'Union nationale mais il est loin de faire l'unanimité.

Suite à la chute du gouvernement Mayer, le bureau syndical du S.N.I. demande à ses responsables cantonaux « de suspendre immédiatement les réunions tendant à l'organisation d'un éventuel arrêt de travail dans le Département ». Les enseignants se mettent en veille en attendant qu'un nouveau futur Président du Conseil soit nommé et qu'il fasse part de ses intentions à l'égard des fonctionnaires.¹⁸ Bernard Bruguet qui a l'intention de prendre en mains la direction du Comité de Liaison des fonctionnaires afin de le soustraire à l'influence cégétiste, fait valoir ce point de vue aux autres fonctionnaires repoussant ainsi une demande de la C.G.T. tendant à l'organisation d'une grève unitaire de deux heures dans toutes les branches de la Fonction publique, lors d'une réunion à la Bourse du Travail, le 22 mai.¹⁹

Une délégation du Comité de liaison des fonctionnaires conduite par Louis Jochem remet au Sous-Préfet plusieurs résolutions relatives à la situation financière et sociale des travailleurs suite à une réunion de responsables syndicaux des organisations suivantes, le vendredi 22 mai : F.E.N. (Syndicats : des Instituteurs, Enseignement secondaire, Enseignement Technique, Orientation Professionnelle, Agents de Lycée) ; Fédération Nationale Autonome des Fonctionnaires (Cadastre, Contributions Directes, Contrôle Economique) ; Fédération des Finances C.G.T. (Contributions Indirectes, Douanes Actives) ; Fédérations Postales (C.G.T.- Autonome et F.O.) ; Syndicats des Employés Municipaux et de Santé (C.G.T. et C.F.T.C.) ; Syndicats du M.R.U. (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) ; Syndicat des Centres d'Apprentissage).²⁰ C'est Bernard Bruguet qui signe au nom des organisations les résolu-

17 A.D.S.M. Z 1649 - Note RG N° 1977-53 du 28 mai 1953

18 A.D.S.M. Z 1649-Note RG N° 1977-53 du 23 mai 1953

19 Ibid

20 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953-Lettre du Sous-Préfet à Monsieur le Préfet de Seine-Inférieure datée du 28 mai 1953

tions traitant du pouvoir d'achat, du blocage des salaires et des menaces envisagées sur l'arrêt de l'avancement et le recul des limites d'âge pour obtenir la retraite, mesures jugées comme financièrement inefficaces.

Le 23 mai, les agents du service actif des Douanes Section du Havre rédigent une résolution reprenant les termes de celle du Comité de liaison en y ajoutant un appel à l'unité : « Lancent un appel pressant et résolu à leur organisation Nationale pour qu'elle fasse tout le nécessaire auprès des autres Fédérations de Fonctionnaires de toutes tendances afin que sur le plan National cette unité se réalise, convaincus que cette chose est possible et réalisable, malgré l'opposition acharnée de certains dirigeants Nationaux ». ²¹

Une grève partielle se déroule le 27 mai à la S.N.C.F. et chez les Postiers : « Selon les organisations de cheminots C.G.T. les diverses actions de débrayage sur l'ensemble du territoire, ont été décidées le plus souvent par des comités d'action composés d'éléments C.G.T., C.F.T.C. et parfois des cadres ». ²²

Charles AGEZ, responsable du Syndicat National C.F.T.C. des marins et A.D.S.G., effectue un compte rendu, lors d'une réunion du Conseil de l'Union des Syndicats C.F.T.C., au Havre, le 28 mai, du XXVII^e Congrès confédéral de la C.F.T.C. Il souligne que la C.F.T.C. a refait son unité et il insiste sur l'accord réalisé entre les deux tendances : « Conservateurs » et le groupe « Reconstruction ». ²³

Le vendredi matin du 29 mai, les secrétaires des syndicats C.G.T., F.O. et C.F.T.C. qui groupent les deux tiers du personnel municipal se réunissent au siège de F.O. pour réaffirmer leur intention de poursuivre l'unité d'action pour faire abroger les décrets parus au journal officiel du 12 mai. M. Benoit, secrétaire général de F.O., fait admettre son point de vue de n'organiser aucun mouvement de grève tant qu'un gouvernement ne sera pas constitué. Il déclare que l'unité est payante et qu'il en est partisan « tant que celle-ci serait limitée à des questions exclusivement professionnelles ». ²⁴

En fin d'après-midi même, le « Comité de liaison » des fonctionnaires, récemment reconstitué, se réunit à la Bourse du Travail et repousse la suggestion de la C.G.T. d'organiser une grève immédiate de deux heures. Ce comité est constitué des représentants des différents syndicats de fonctionnaires. C'est Bernard Bruguet, secrétaire du Syndicat des Instituteurs, qui préside cette réunion. A son initiative, un télégramme est envoyé au Président de la République lui demandant de « pressentir » un

Président du Conseil s'engageant à défendre le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Une délégation se rend chez Pierre Courant, Député-Maire et Ministre de la Reconstruction, afin de solliciter son appui. ²⁵ Le lundi 1er juin, Pierre Courant reçoit une délégation de 14 membres du Comité de Liaison des fonctionnaires du Havre représentant la C.G.T., la C.F.T.C., F.O. et les syndicats autonomes.

Les délégués protestent contre la suppression de l'indemnité exceptionnelle d'existence mais aussi contre le fait que les fonctionnaires « servent très souvent de « bouc émissaire », la presse et certains parlementaires ayant tendance à leur faire supporter publiquement les erreurs gouvernementales se traduisant par un déficit toujours plus accru des finances publiques ». ²⁶ Le fait d'être livrés à la vindicte populaire irrite au plus haut point les fonctionnaires qui constatent que la guerre d'Indochine coûte cher et que des économies seraient réalisables en stoppant cette guerre. D'ailleurs le délégué C.F.T.C., M. Cleandre, du syndicat des douanes, demande à Pierre Courant « de conjuguer ses efforts avec ceux de ses collègues gouvernementaux afin de faire cesser la guerre d'Indochine « qui pèse si lourdement sur les finances de la France » ». ²⁷ Concernant la suppression de l'indemnité exceptionnelle de difficultés d'existence aux fonctionnaires des villes sinistrées, Pierre Courant affirme que « M. Mayer avait été trompé sur les conséquences de cette suppression et que s'il n'avait pas été renversé, les décrets auraient été abrogés ». ²⁸ Le maire du Havre assure les fonctionnaires de sa sympathie et leur promet d'intervenir en leur faveur auprès du nouveau gouvernement.

Mendès-France se voit refuser l'investiture par l'Assemblée qui ne lui accorde que 301 voix sur les 314 exigées par la Constitution. ²⁹ La crise n'est donc pas résolue.

Georges Bidault tente alors d'obtenir l'investiture mais au préalable il présente un programme d'austérité qui alliera « la rigueur financière à la libéralité du crédit ». ³⁰ Il précise qu'il existe un déséquilibre chronique entre les recettes et les dépenses et qu'il n'est pas possible pour le pays de prolonger cet état de fait qui nuit notamment à la monnaie.

Le XXVII^e Congrès national de la C.F.T.C. des 23, 24 et 25 mai précise que pour être acceptable aux travailleurs, les choix du gouvernement doivent comporter : « Les investissements productifs indispensables à l'indépendance économique de la France et à la sauvegarde de l'Union française.[...] Une redistribution du revenu national au bénéfice des salariés et de leurs familles par une réforme fiscale, complétant la politique de sécurité sociale qui doit être maintenue [...] Une révision des dépenses militaires en fonction de cette politique économique d'ensemble,

21 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Motion reçue en Sous-Préfecture le 27 mai 1953

22 Havre Libre du 28/5/1953

23 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953-Note R.G. N° 1888-53 du 28 mai 1953

24 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note du 30 mai 1953

25 Ibid

26 A.D.S.M. Z 1649 - Note RG N° 1977-53 du 2 juin 1953

27 Ibid

28 A.D.S.M. Z 1649- Note RG N° 1977-53 du 2 juin 1953

29 Havre Libre du 5/6/1953

30 Havre Libre du 8/6/1953

première condition d'un rétablissement de la puissance française au service de la paix ».

Le Congrès estime :

« Que la méconnaissance prolongée de ces grands intérêts nationaux, l'attitude présente des employeurs et des gouvernements à l'égard des organisations, des revendications et des militants syndicaux, le mépris des engagements contractés à l'égard des travailleurs ne peuvent que rendre inévitable, à plus ou moins brève échéance, un mouvement social plus profond et plus exigeant que ceux de 1936 et de 1944 ». ³¹

Le mois de juin est dominé par la crise ministérielle due en partie à « l'inconstance des parlementaires » ³² ou plutôt à leurs circonvolutions. Les autorités s'alarment du mécontentement des citoyens qui se désintéressent de manière croissante des affaires publiques et qui pourraient se tourner vers des ligues fascisantes s'ils elles existaient : « D'un côté l'indifférence apparente de l'opinion abrite un profond mécontentement, dangereux en ce qu'il traduit une vague d'antiparlementarisme qui serait redoutable s'il existait encore en France des « Ligues » types L.F., Jeunesse patriote ou Croix de Feu comme en 1934. La seule force du Parlement, dans la masse de l'opinion (et je ne parle pas de l'opinion communiste), réside dans l'inorganisation des Partis, leur manque de rayonnement auprès des électeurs et, chose grave, dans le désintéressement de plus en plus généralisé des affaires publiques ». ³³

« Les émeutes en Allemagne Orientale et, tout particulièrement à Berlin, ont fortement impressionné les dirigeants locaux du Parti Communiste » ³⁴ qui reprennent cependant les mots d'ordre officiels du Parti sur les « provocations des capitalistes et des agents américains ».

Aucun mouvement d'ampleur n'est déclenché au cours du mois de juin, pour autant, les syndicats ne sont pas restés inactifs : « Mais, à l'approche de la période des congés, ils semblent plutôt mettre au point leurs tactiques et leurs alliances en vue d'un mouvement plus efficace à l'automne. Il est d'autre part certain que la crise ministérielle a fait tourner court les actions engagées dans le secteur public ou nationalisé ». ³⁵ Toutefois, « l'idée de grève générale a été agitée et les conflits actuels semblent être des coups d'essai en prévision d'une action plus générale à la fin de la période des congés ». ³⁶

Les autorités raisonnent dans le cadre des conflits habituels selon une logique bien rôdée qui s'avèrera fautive comme nous aurons l'occasion de le démontrer. La C.G.T. havraise met en sommeil toute sa propagande politique

31 Havre Libre du 9/6/1953

32 A.D.S.M. Z 1767- Rapports mensuels- Juin 1953

33 A.D.S.M -Z 1767- Rapports mensuels- Juin 1953

34 Ibid

35 Ibid

36 Ibid

pour se concentrer uniquement sur les revendications professionnelles, en particulier dans la métallurgie. Ses militants « se montrent partout soucieux de se concilier les autres syndicats et la masse des ouvriers, en général ». ³⁷ Loin des enjeux politiques traditionnels, les militants retrouvent l'action syndicale en abordant « de façon concrète les problèmes économiques locaux ». La C.G.T. tient à l'unité afin d'éviter de se retrouver isolée dans l'action.

La C.F.T.C. s'allie souvent à la C.G.T. dans le domaine revendicatif, ce qui lui est profitable en terme d'audience : « Cette attitude lui a valu de gagner un certain nombre de voix aux diverses élections professionnelles ». ³⁸

Le nombre de chômeurs est en diminution sensible sur le plan départemental et notamment au Havre et à Rouen, à la veille de la période estivale, puisque le nombre de demandeurs d'emploi passe de 5 136 le 22 mai à 4 329 le 22 juin 1953. ³⁹

Mais cette amélioration de la situation de l'emploi est de courte durée. La situation de l'emploi est défavorable au Havre un mois plus tard car « les débauchages en fin de chantier ne sont pas compensés par de nouveaux démarrages ». ⁴⁰ L'exode rural accroît les difficultés : « Les villes de la région ont eu, en effet, après la guerre un afflux de main d'œuvre en provenance des campagnes et il s'avère maintenant difficile de reclasser celle-ci car les industries locales sont en général mal placées dans la concurrence nationale ou internationale ». ⁴¹

Le Comité de liaison des fonctionnaires du Havre qui groupe toutes les tendances syndicales rédige une pétition où sont exposées ses revendications : « Les fonctionnaires et assimilés de toutes tendances soussignés manifestent à nouveau leur hostilité à tous les pouvoirs spéciaux donnés au gouvernement dans le but de détruire la législation qui régit les travailleurs de la Fonction Publique,

- Protestent contre les dispositions du projet de loi visant à bloquer leur rémunération, leur avancement et à reculer leur retraite,

- Réclament l'application de l'art. 32 du Statut de la Fonction Publique, la réunion rapide de la Commission Supérieure des Conventions Collectives et la suppression des zones de salaires,

- Réclament également le rétablissement de l'indemnité de difficultés exceptionnelle d'existence dont la suppression ne se justifie pas à l'époque présente,

37 Ibid

38 Ibid

39 Ibid

40 A.D.S.M- Z 1767.Rapports mensuels- juillet 1953

41 Ibid

• Affirment qu'ils n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens en leur pouvoir pour combattre la carence du Gouvernement et faire aboutir leurs justes revendications ». ⁴²

Ce même comité adresse une lettre aux parlementaires de l'arrondissement du Havre en indiquant que les fonctionnaires et agents des services publics sont soucieux d'accomplir leur mission mais pas à n'importe quel prix : « L'examen de la situation actuelle les conduit cependant à constater que, si l'équilibre budgétaire est une nécessité pour l'Etat, cet équilibre, d'après les projets de M. René Mayer, était recherché en sacrifiant des salariés qui entendent vivre honnêtement de leur travail ». ⁴³ Il considère que les mesures envisagées sont injustes et sont considérées comme des brimades notamment celles concernant le blocage des traitements. Les fonctionnaires proposent pour réduire les déficits de diminuer les dépenses militaires et de mettre un terme aux conflits en cours.

Il est à noter que le syndicat F.O. des Municipaux du Havre ne participe pas à l'activité du Comité de liaison des fonctionnaires, son secrétaire préférant attendre la formation d'un nouveau gouvernement pour lui exposer les revendications des salariés au moment opportun. ⁴⁴

La pétition du Comité de liaison est un véritable succès puisque 2 928 fonctionnaires havrais la signent. Ce Comité regroupe, fin juin, 18 syndicats de toutes tendances. ⁴⁵

La difficile unité d'action

Le XXIXe Congrès de la C.G.T. s'est tenu à Paris, Porte de Versailles du 7 au 12 juin 1953. C'est donc le troisième congrès après la scission avec F.O. et le quatrième depuis la fin de la seconde guerre mondiale. ⁴⁶ S'il se situe dans la lignée des congrès d'après-guerre, on peut retenir cependant comme novateur le rapport Mauvais concernant l'unité d'action. Ce rapport Mauvais met en garde les cégétistes qui sous couvert d'unité d'action n'envisagent que le fait de démasquer les dirigeants F.O. et C.F.T.C. et précise : « Nous ne devons pas donner, écrit-il, des prétextes à ceux qui sont contre l'unité d'action et qui prétendent que c'est une tactique pour plumer la volaille ». ⁴⁷ Mauvais propose un axe tactique pour s'attaquer aux responsables syndicaux de F.O. et de la C.F.T.C. : « il est bien évident que nous devons dénoncer ceux qui divisent, affaiblissent par conséquent la classe ouvrière... Mais on en arrive un peu trop souvent à voir dans les dirigeants scissionnistes

42 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. du 10/6/ 1953

43 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. N° 2098-53 du 11/6/ 1953

44 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. du 12/6/ 1953

45 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. N° 2317-53 du 27 juin 1953

46 MONATTE Pierre, Trois scissions syndicales, masses et militants, Paris, Les Editions ouvrières, 1958, 255 pages

47 Dolléans, Dehove- Rapport Mauvais- p. 30, cité dans Histoire du Travail en France- p. 480

l'ennemi principal, ce qui conduit à l'unité d'action contre eux. Ne nous étonnons pas alors si nous ne trouvons pas toujours une oreille attentive chez les travailleurs F.O. ou C.F.T.C., car ils ne nous comprennent pas. Tandis que si nous leur disons : Voilà nos revendications, voilà nos mots d'ordre ; nous voulons battre le patron, nous voulons battre la direction générale ; nous voulons battre le gouvernement ; nous voulons faire libérer nos camarades ; nous voulons sauvegarder la paix, unissons-nous, venez avec nous ; et voilà ce que font vos dirigeants, alors ils nous comprendront et l'unité d'action sera réalisée... C'est pourquoi nous devons dénoncer sans épithète, mais concrètement, systématiquement, dans l'action si nécessaire, ceux qui s'opposent à cette unité d'action si indispensable et si bienfaisante. Mais nous ne proposons pas l'unité d'action dans le but exclusif de démasquer les dirigeants F.O. ou C.F.T.C. » ⁴⁸ Afin de réaliser ces préconisations, le rapport Mauvais souhaite : « la constitution, par l'élection (et j'y insiste, dit-il) de comités d'unité d'action, de lutte, de grève, comités qui ne sont pas une expression numérique des forces en présence, mais comités élus avec les meilleurs, quelles que soient les opinions ou les affiliations syndicales ». ⁴⁹

Ce rapport suscitera de très vives réactions dans les rangs de F.O. et de la C.F.T.C. mais aussi chez les marins et les dockers havrais qui ne voient dans ces comités qu'une preuve supplémentaire de la collusion entre la C.G.T. et le Parti communiste.

Dans la métallurgie havraise un pas est franchi dans la voie de l'unité d'action avec la C.G.T. du fait de l'acceptation par la C.F.T.C. du programme établi le 2 juin par leurs fédérations respectives sur la base des points suivants : « réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, augmentation des salaires, révision des accords locaux, 3 semaines de congés payés, paiement des jours fériés et de maladie, respect des libertés syndicales, lutte contre le chômage et pour le plein emploi, allocation de chômage portée à 75% du salaire ». ⁵⁰

Le Parti communiste tente de créer un mouvement d'indignation autour de l'exécution des Rosenberg, sans grand succès.

Le 15 juin, la population havraise est sollicitée pour participer à un rassemblement au Palais des Expositions « Pour sauver les Rosenberg » qui doivent être électrocutés le jeudi 18 juin à 23 heures. Cinq mille tracts sont diffusés pour inviter les « Hommes et les Femmes de cœur » à assister à ce rassemblement sous la présidence de M. Fillatre du Mouvement International de la Réconciliation. ⁵¹

48 Dolléans, Dehove -Rapport Mauvais- p. 28, cité dans Histoire du Travail en France- p. 481

49 Dolléans, Dehove -Rapport Mauvais- p. 29, cité dans Histoire du Travail en France- p. 481

50 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. du 12/6/ 1953

51 Ibid

Louis Eudier s'en prend aux dirigeants F.O. qui agissent de manière « contraire aux intérêts de la classe ouvrière » et déclare aux délégués de la C.G.T. qu'il faut « ouvrir les yeux des adhérents F.O. pour les amener à réaliser l'unité malgré leurs dirigeants ». ⁵²

Le rapport moral de Bernard Bruguet est approuvé largement lors de la réunion des instituteurs adhérents au S.N.I., le jeudi 11 juin. Si la minorité cégétiste du syndicat emmené par M. Schlewitz vote contre le rapport moral du syndicat considérant que le syndicat a manqué d'audace et fait le jeu du gouvernement, Bernard Bruguet sort conforté dans ses fonctions à l'issue de la réunion : « Malgré les nombreuses attaques de cette minorité qui essaie par tous les moyens d'amener M. Bruguet à quitter la tête du syndicat, il ressort de cette réunion que la position du Secrétaire local et départemental s'est encore nettement affermie ». ⁵³

Chez les instituteurs (Autonomes) du « groupe Havrais », un référendum est à l'ordre du jour à propos d'une éventuelle unité d'action avec la C.F.T.C. Les relations ont souvent été tendues au sujet de la « défense laïque » avec l'organisation chrétienne. La majorité de la direction de la C.F.T.C. a soutenu les campagnes anti-laïques et le vote des lois Marie-Barangé⁵⁴ d'où une certaine rancœur de la part du camp laïque. Concernant les relations avec la C.F.T.C., un précédent sondage, en 1951, a donné les résultats suivants parmi les syndiqués du groupe Havrais :

52 A.D.S.M.- Z 1767-Rapports mensuels- Juin 1953

53 Ibid

54 Les enseignants ont fait massivement grève en novembre 1951: -Contre la loi Marie qui accorde des bourses d'Etat à certaines familles pour qu'elles ne confient pas leurs enfants à l'enseignement public. -Contre la loi Barangé qui prétend mettre « une allocation à la disposition de tout chef de famille ayant des enfants recevant l'enseignement du premier degré » mais qui, en s'opposant au versement direct de cette allocation aux chefs de famille, reprend et aggrave les dispositions de la loi de Vichy du 2 Novembre 1941 accordant des subventions aux écoles primaires privées. (Extrait du tract du Comité National de Défense Laïque, distribué lors de la grève du 9/11/51)

Pour un accord avec la C.F.T.C. : 128 voix

Accord lorsqu'il y aura entente de toutes les centrales : 24 voix

Pour des objectifs limités : 132 voix

Contre tout accord : 465 voix

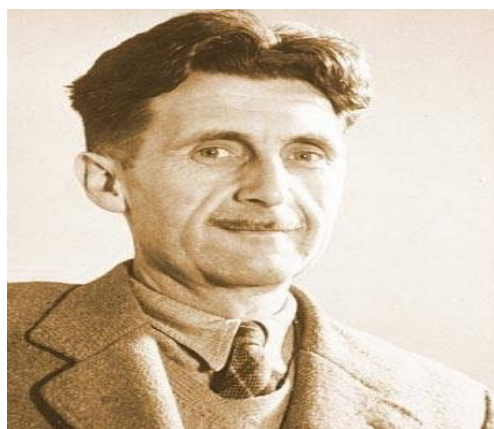
On constate qu'en 1951, 62,08% des instituteurs sont contre tout accord avec les syndicalistes de la C.F.T.C., ce qui augure mal d'une possibilité d'action commune d'autant que jusqu'à présent les dirigeants de la C.F.T.C., dans les meetings communs, se sont toujours opposés à ce qu'il soit fait allusion à la défense de l'école publique. ⁵⁵ La question laïque sépare nettement les confédérations.

Louis Eudier convoque à la Bourse du Travail, le 25 juin, les délégués de son syndicat afin de faire le point sur l'avancée des démarches entreprises sur le plan local conjointement avec la C.F.T.C. Il indique que la chambre patronale havraise refuse de discuter de l'ensemble des revendications posées par le syndicat mais consent à reprendre l'élaboration de la convention collective locale. Pour le patronat, les questions soulevées par les métallurgistes sont « du ressort gouvernemental ». Eudier insiste sur le fait que les ouvriers sont prioritairement intéressés par une augmentation de salaire mais que la question de la revalorisation salariale sera difficilement acceptable par les patrons. Il propose alors de s'en tenir aux revalorisations de certaines primes et demande d'axer les revendications sur le paiement des jours fériés et les congés payés. ⁵⁶

A suivre

55 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. N° 2175-53 du 16 juin 1953

56 A.D.S.M. Z 1649 : Archives syndicales 1953- Note R.G. du 27 juin 1953



**PARLER DE LIBERTÉ
N'A DE SENS QU'À CONDITION QUE
CE SOIT LA LIBERTÉ DE DIRE AUX GENS
CE QU'ILS N'ONT PAS ENVIE D'ENTENDRE.**

GEORGE ORWELL



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com

com